INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 6 décembre 2021**

* Les Bourses européennes ont débuté la semaine de belle manière, alors que les dernières nouvelles concernant le variant Omicron sont moins inquiétantes que prévu. Au son de la cloche, le CAC 40 a ainsi gagné 1,48% à 6 865,78 points et l’EuroStoxx 50 s'est adjugé 1,54% à 4 143,03 points. A Wall Street, la tendance est également au beau fixe en fin d’après-midi: le Dow Jones et le Nasdaq Composite progressent respectivement de 1,77% et 0,31%.
* Si le variant Omicron se propage manifestement très rapidement, comme l'illustre la flambée des cas en Afrique du Sud, il ne semble pas plus dangereux que ses prédécesseurs. Les signaux concernant sa gravité sont donc plutôt encourageants pour le moment.
* Ces nouvelles rassurantes sur le front sanitaire ont relégué en arrière-plan les statistiques décevantes du jour. En Allemagne, les commandes à l'industrie ont chuté plus que prévu en octobre (-6,9 % en octobre, contre un consensus de -0,5%) ; un cas de figure que l'on retrouve pour l'indice Sentix qui mesure le sentiment des investisseurs en zone euro (13,5 en décembre alors que les attentes moyennes des économistes se situaient à 15,9).
* En fin d'après-midi, le cours du baril de Brent gagne 2,14% à 71,64 dollars. Il est soutenu par les dernières informations à propos du variant Omicron, dont les effets semblent légers. Son impact sur l'activité économique devrait donc l'être aussi. L'ensemble des actifs à risque rebondit ainsi aujourd'hui. L'or noir est aussi soutenu par la décision de l'Arabie saoudite d'augmenter le prix des bruts exportés en direction de l'Asie et des Etats-Unis à partir de janvier. Pour la première destination, le baril de la catégorie Arab Light sera augmenté de 60 cens.

Pour les Etats-Unis, les hausses s'étaleront entre 40 et 60 cents en fonction de la qualité du brut.

* L'euro cède du terrain lundi face à la livre sterling, la monnaie unique valant désormais 85,18 pence, en repli de 0,37%. Pourtant, le vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre a tenu des propos plutôt pessimistes aujourd'hui concernant l'inflation. Ben Broadbent a en effet déclaré que l'indice des prix à la consommation britannique pourrait facilement dépasser les 5% en avril prochain. En plus de la flambée des prix de l'énergie, les tensions sur le marché du travail devraient soutenir plus durablement l'inflation, et il est probable que les prévisions actuelles soit relevées.
* Dans le cadre du plan d’investissement France 2030, une enveloppe de 1,5 milliard d’euros sera alloué au secteur spatial, a annoncé le ministère de l’Economie. Deux priorités ont été définies : rattraper le retard sur certains segments de marchés clés comme les lanceurs réutilisables ou les constellations, et investir dans les nouveaux usages. Les deux-tiers des fonds seront dédiés aux acteurs émergents.

Un appel à projet ouvert aux start-ups sera ainsi lancé d'ici la fin de l'année pour encourager notamment le développement des mini et micro-lanceurs français. Les moyens de test moteur de Vernon - le site d'ArianeGroup dans l'Eure - pourront être utilisés et le site de Kourou sera également adapté afin de permettre le lancement de micro et mini-lanceurs européens.

France 2030 soutiendra également des projets de constellations pour l'internet large bande, la 5G et autres usages de connectivité.

" Enfin, la France doit prendre toute sa place dans les nouveaux usages du spatial, notamment la surveillance de l'espace, les services en orbite ou encore la valorisation des données spatiales ", explique le ministère de l'Economie.

Des financements, sous la forme de concours ou d'appels à projets seront lancés dans les prochaines semaines afin de développer ces nouveaux segments de marchés.

* Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, a annoncé le maintien du dispositif Cap Francexport. " Ce dispositif public de soutien à l’assurance-crédit de court-terme, qui a permis de couvrir plus de 10 000 opérations vers l’international depuis fin mars 2020, est commercialisé par les assureurs-crédit Axa Assurcrédit, Atradius, Coface, Euler Hermès et Groupama ", rappelle-t-il.

Les dispositifs Cap Francexport et CAP ont permis d'accompagner les entreprises françaises de façon ciblée en maintenant ou renforçant leurs couvertures d'assurance-crédit privée pour les opérations dont les assureurs-crédit privés souhaitent se désengager. En parallèle, le Gouvernement a également proposé un programme de réassurance globale des portefeuilles des assureurs, CAP Relais

Le dispositif domestique CAP prendra fin, comme prévu, au 31 décembre 2021, dans un contexte de très forte reprise économique et de normalisation des conditions de fonctionnement du marché domestique du crédit interentreprises.

Compte tenu de l'environnement de marché parfois encore incertain à l'export, le dispositif international CAP Francexport sera, quant à lui, prorogé au-delà du 1er janvier 2022, et jusqu'au 31 mars 2022 au moins, sur la base de la liste des pays de destination et au tarif actuellement en vigueur. Le périmètre des destinations éligibles pourra ensuite être amené à évoluer après la fin du mois de mars 2022, en fonction de l'évolution de l'activité économique internationale, ainsi que du cadre temporaire de la Commission européenne. Les différents acteurs concernés (notamment les assureurs et exportateurs) seront associés à une éventuelle évolution du dispositif.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, celles qui sont particulièrement sensibles à la crise du Covid-19 ont profité du relatif apaisement des tensions en la matière, à l'image d'Unibail-Rodamco-Westfield (+6,33%), Air France-KLM (+5,95%) et Casino (+6,12%).
* Entrant dans cette catégorie de valeurs, Safran (+5,19%) et Airbus (+4,35%) ont également été soutenues par la moisson de contrats annoncés depuis vendredi à l'occasion de la tournée d'Emmanuel Macron dans les pays du Golfe.
* A l'inverse, les valeurs surfant sur la crise sanitaire ont souffert, à l'image d'Eurofins (-2,82%) ou Sartorius Stedim Biotech (-4,88%).
* Saint-Gobain (+0,16% à 57,93 euros) a annoncé lundi matin la signature d'un accord afin d'acquérir l'américain GCP Applied Technologies, un spécialiste de la chimie de la construction, pour un montant en numéraire de 32 dollars par action. Ce prix fait ressortir une prime de 18% sur le dernier cours et de 39% par rapport à la moyenne des 30 derniers jours précédant le 30 novembre 2021, et correspond à une valeur d'entreprise d'environ 2,3 milliards de dollars (environ 2 milliards d'euros).

Saint-Gobain a obtenu des engagements de la part de Starboard et Standard Investments (anciennement dénommé 40North)/Standard Industries, qui détiennent respectivement 8,9% et 24,2% du capital, de voter en faveur de l'opération.

"Cette acquisition constitue une étape décisive pour établir Saint-Gobain comme un leader mondial de la chimie de la construction – avec un chiffre d'affaires total de plus de 4 milliards d'euros (contre 3 milliards d'euros précédemment) – et renforce la stratégie du Groupe en tant que leader mondial de la construction durable", a déclaré le spécialiste français des matériaux de construction.

GCP Applied Technologies a réalisé en 2020 environ 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires. Le groupe compte 50 usines de production dans 38 pays et environ 1 800 employés. Son activité matériaux de construction de spécialités en Amérique du Nord (environ 250 millions de dollars de chiffre d'affaires) sera intégrée au sein de l'activité de CertainTeed de Saint-Gobain, qui sert les clients locaux dans la Région des Amériques.

Les autres activités, principalement les adjuvants pour béton et additifs pour ciment (environ 750 millions de dollars de chiffre d'affaires) seront rattachées à Chryso et feront partie du segment des Solutions de Haute Performance.

* Vodafone (+1,52% à 112,06 pence) et Orange (+0,36% à 9,252 euros) auraient eu des discussions très avancées l'an dernier concernant un éventuel rapprochement, révèle ce matin BFM Business. Selon le site Internet de la chaîne de télévision, celles-ci se seraient déroulées "au plus haut niveau" et auraient duré plus de six mois, de l'été 2020 à début 2021. Un "mariage entre égaux était la condition sine qua non pour qu’il soit accepté politiquement", explique une source proche du dossier à BFM Business, les deux groupes étant alors valorisés environ 30 milliards d'euros chacun.

Mais l'Etat français, actionnaire d'Orange à hauteur de 23%, se serait opposé à l'opération en raison de la volonté de l'opérateur britannique de maintenir le siège du futur groupe à Londres. Le procès de Stéphane Richard, le PDG d'Orange, aurait également pesé dans la balance.

"Sur le papier, ce projet faisait sens, explique une source proche de l'Etat à BFM Business. Vodafone est le seul avec qui Orange puisse faire une fusion entre égaux". L'Etat était également prêt à étudier l'implantation du siège social dans un pays tiers, comme aux Pays-Bas.

Ce projet de fusion visait à créer un géant européen pesant environ 85 milliards d'euros de chiffre d'affaires et capable de concurrencer le numéro un sur le Vieux Contient, l'allemand Deutsche Telekom.

* Oeneo cède 1,6% à 13,5 euros après la publication de résultats semestriels solides mais de prévisions prudentes. Sur la période de six mois close le 30 septembre, le fabricant de bouchons et de tonneaux a réalisé un résultat net de 18,1 millions d'euros, en hausse de 27,4%. Le résultat opérationnel ressort à 25 millions, en hausse de 20,6%, faisant ressortir un taux de marge à17,6%, au-dessus de ce que laissait espérer la guidance « autour de 17% » formulée par le groupe contrôlé indirectement par Rémy Cointreau lors de la publication du chiffre d'affaires au deuxième trimestre.

Ayant bénéficié au premier trimestre de la réouverture du marché CHR Cafés, Hotel, Restaurants), le chiffre d'affaires ressort en hausse de 20,8% à 158,6 millions, marquant un rebond significatif par rapport au premier semestre de l'exercice précédent qui avait été impacté par la crise sanitaire.

Pour autant, la hausse des coûts des matières premières (bois et liège), de l'énergie et des coûts logistiques apparues l'amènent à adopter un scénario très conservateur au plan des marges pour le second semestre.

* Carmat chute de 15,3% à 20,5 euros. Vendredi dernier au soir, le groupe a annoncé la suspension "à titre temporaire" de l'implantation de ses cœurs artificiels. La société a évoqué la survenance d'un problème de qualité ayant affecté certaines de ses prothèses. Cet événement va être investigué conformément au protocole prévu à cet effet. Suite à cette investigation, la société communiquera, dès qu'elle sera en mesure de le faire, sur la reprise de ses implantations. Il est possible que la suspension affecte le calendrier.
* Dans le cadre de la visite d’Etat en Arabie saoudite effectuée par Emmanuel Macron, la compagnie saoudienne low-cost Flynas a finalisé un contrat de maintenance à l’heure de vol (RPFH) pluriannuel avec CFM International, couvrant les moteurs LEAP-1A qui équipent sa flotte de 80 Airbus A320neo, auxquels viennent s’ajouter dix-huit moteurs de rechange. Evalué à 4 milliards de dollars au prix catalogue, ce contrat marque la finalisation de la lettre d’intention qui avait été signée en avril 2018.

Selon les termes du contrat, CFM (coentreprise entre Safran et General Electric) garantit les coûts de maintenance des moteurs LEAP-1A de Flynas sur la base d'un montant en dollars par heure de vol.

Basée à Riyad, la compagnie Flynas opère actuellement une flotte moderne de 16 Airbus A320 équipés de moteurs CFM56-5B et 20 Airbus A320neo dotés de moteurs LEAP particulièrement économes en carburant.

* Quantum Genomics gagne 3,8% à 4,42 euros. La biotech spécialisée dans le développement d'une nouvelle classe de médicaments agissant directement sur le cerveau pour traiter l'hypertension artérielle a signé un accord exclusif de licence et de production avec le laboratoire basé aux Emirats Arabes Unis, Julphar, pour commercialiser et produire firibastat au Moyen-Orient, en Afrique, dans les CEI et en Turquie.

Disposant d'une structure industrielle de pointe permettant la production du firibastat à grande échelle, Julphar sera également le fournisseur exclusif de Quantum Genomics pour les régions mentionnées.

**ANALYSES**

* Les vingt premières années de l'euro donnent un recul largement suffisant pour faire un bilan de cette monnaie unique, plébiscitée par les citoyens et les entreprises, mais qui laisse les économistes sur la réserve. Ses bienfaits sont clairement établis : l'euro et son bras armé, la Banque centrale européenne (BCE) ont mis fin à des décennies de dévaluations compétitives de devises entièrement tributaires de l'Allemagne et de son deutsche mark. Ils ont aussi contribué à réduire durablement l'inflation et à faire baisser tout aussi durablement les taux d'intérêt. Ils ont enfin offert aux entreprises une monnaie unique de facturation qui leur a grandement facilité la tâche sur le marché intérieur.

Il n'en reste pas moins que les pays qui entrent dans la zone euro perdent la main sur leur politique de taux d'intérêt au profit de la BCE dont l'unique politique monétaire s'adresse à des réalités économiques différentes et n'est pas forcément adaptée à la position de chaque pays dans le cycle économique.

Dans la première décennie de fonctionnement de l'euro, certains pays comme la Grèce, l’Espagne, le Portugal, l'Italie ont abusé de taux d'intérêt très attractifs alors que leurs économies auraient justifié un coût du capital plus élevé. Cela a provoqué une surchauffe marquée par une dérive des prix et des salaires qui a érodé leur compétitivité, ainsi qu'un emballement du crédit. Ce qui a contribué à la gravité de la crise financière à partir de 2008 puis à la crise de la dette de zone euro à partir de 2009.

« Il a fallu faire alors dans ces pays des ajustements de compétitivité avec parfois des baisses de salaires », rappelle Philippe Waechter, chef économiste chez Ostrum Asset Management. Les dévaluations internes douloureuses ont pris le pas sur les dévaluations de taux de change, beaucoup plus indolores mais devenues impossibles avec l'euro. C'est une conséquence dont les gouvernements n'avaient pas forcément pris conscience en signant pour la monnaie unique.

Pour Philippe Waechter, ces erreurs des premières années sont des péchés de jeunesse, « un processus d'apprentissage ». « Les gouvernements du sud de la zone euro auraient dû faire beaucoup plus attention aux niveaux des salaires et à la dégradation de leurs balances commerciales bilatérales ». D'autant qu'au moment même où la demande s'emballait dans les pays de sud de la zone euro, l'Allemagne comprimait sa demande interne avec les lois sociales Hartz. « Aujourd'hui, estime Philipe Waechter ces déséquilibres sont beaucoup moins importants et la politique économique européenne a bien fonctionné pendant la crise sanitaire, notamment grâce à l'action de la BCE qui a soutenu les pays en difficulté ».

D'autres économistes mettent ces dysfonctionnements sur le compte d'une faiblesse de la construction initiale de l'euro. « La zone monétaire européenne n'est pas optimale car elle ne prévoit pas suffisamment de transferts budgétaires qui permettraient de redistribuer les surplus et réduire les divergences liées aux cycles économiques », explique Samy Chaar, chef économiste de la banque Lombard Odier. Pour lui, il est donc urgent de consolider la zone euro avant d'y accueillir de nouveaux membres.

**L’AGENDA DU 7 décembre 2021**

**8h00 en Allemagne**

Production industrielle en octobre

**8h45 en France**

Balance commerciale d'octobre

**11h00 en Allemagne**

Indice Zew sur le sentiment des investisseurs sur les perspectives économiques en décembre

**11h00 en zone euro**

PIB du troisième trimestre

**14h30 aux Etats-Unis**

Balance commerciale en octobre

Coût unitaire du travail et productivité au troisième trimestre